

# Bulletin Communiste

ORGANE DU COMITÉ DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE

123, rue Montmartre, Paris Hebdomadaire Le Numéro : 50 centimes

## SOMMAIRE

L'Internationale des Reconstructeurs (*Varine*). — Loyauté des Reconstructeurs. — Les quatre cents milliards (*Raymond Lefebvre*). — L'Unité communiste en Angleterre (*Eden et Cedar Paul*). — Du nouveau dans la Révolution Russe (*N. Boukharine*). — Une malheureuse tentative insurrectionnelle en Autriche allemande (*Karl Radeck*). — Documents divers. — Bibliothèque Communiste.

## L'Internationale des Reconstructeurs

L'Internationale des reconstructeurs, que les communistes russes appellent ironiquement « l'Internationale deuxième et demi », s'est réunie à Berne. Cette assemblée peut être qualifiée internationale du fait qu'elle réunissait des représentants de plusieurs nations — le manifeste qu'elle a publié est signé de délégués de sept pays — mais elle ne saurait évidemment prétendre à un caractère universel. Les délégués allemands représentaient la minorité du Parti social-démocrate indépendant. Les Français représentaient la minorité (n'est-ce pas ?) du Parti socialiste. Les Anglais représentaient la majorité de l'Independent Labour Party. Les Suisses représentaient la majorité du Parti socialiste. Les Tchéco-Slovaques représentaient la minorité de leur Parti. Les Autrichiens représentaient la totalité de leur (la scission y étant accomplie). Enfin, le Russe représentait le Parti menchévick.

Il faut croire que les participants de la conférence eux-mêmes ont quelque conscience de l'insuffisance de leur valeur représentative, puisque le *Populaire*, évitant d'effleurer le thème des effectifs qui lui est cher, se rabat sur la qualité des délégués. *L'assemblée, dit-il, était « hautement représentative des meilleurs éléments socialistes (sic) du monde entier, d'hommes dont aucun, dans la grande épreuve de 1914 à 1918, n'a fléchi un seul instant, de militants qui, au milieu des défaillances universelles, ont tenu haut et ferme, dans la tourmente, le rouge drapeau du Socialisme*

*Révolutionnaire International, qui furent les organisateurs des conférences de Zimmerwald et de Kienthal et les premiers défenseurs de la Révolution russe ».* Voilà qui vaut d'être un peu discuté, encore que les plaisanteries funèbres des reconstructeurs soient d'un goût douteux..

Les « meilleurs éléments socialistes » sont, naturellement, ceux-là mêmes qui, ne trouvant personne pour les proclamer les « meilleurs », n'ont d'autre ressource que de faire leur propre éloge.. Quant aux « hommes dont aucun, dans la grande épreuve de 1914-1918, n'a fléchi un seul instant », aux « militants qui, au milieu des défaillances universelles, ont tenu haut et ferme, dans la tourmente, le rouge drapeau, etc. », nous allons à l'instant, puisque Longuet nous y convie, examiner leurs titres. Car c'est Longuet qui, modestement, se transporte au pinacle, dans le préambule que nous avons cité. En cela, Longuet se montre avisé, car, s'il attendait que d'autres l'y placent, il risquerait d'attendre longtemps. Ce n'est pas la première fois que nous surprenons Longuet dans ses exercices auto-apologétiques.. De temps en temps, désespéré de l'ingratitude du siècle et de l'injustice des hommes, il s'administre des compliments qui seraient flatteurs si d'autres que lui les lui décernaient, et qu'il signe discrètement P. N. Il faut être indulgent à ces petites faiblesses, qui ne prêtent qu'à sourire..

Quels sont ces socialistes de qualité supé-

rieure, vantés par Longuet qui se range parmi eux ? Voici d'abord les Indépendants allemands de droite, qui votèrent les crédits de guerre au Reichstag, après que le *Vorwärts* eût pourtant proclamé — la veille de la guerre — que les empires centraux porteraient la responsabilité du conflit. Il est vrai qu'ils se sont ressaisis deux ans plus tard, et nous nous en sommes félicités, mais il faut avoir du toupet pour affirmer qu'ils n'ont pas fléchi un seul instant. Ces Indépendants sont ceux-là mêmes qui déléguèrent trois des leurs (Haase, Dittmann et Barth) pour collaborer au gouvernement contre-révolutionnaire avec Scheidemann, en novembre 1918 ; un de leurs premiers actes fut d'expulser du territoire allemand le représentant de la République des soviets, et le plus clair de leur activité fut de contribuer à la catastrophe de janvier 1919, qui se produisit quelques jours après leur démission, donnée trop tard. Encore une fois, nous ne voulons pas reprocher à des hommes qui se sont lourdement trompés de s'être trompés s'ils regrettent leurs erreurs : mais qu'on n'ose pas dire que ces hommes n'ont pas fléchi un seul instant.

Voici ensuite les Anglais de l'*Independent Labour Party*, qui considèrent la Bible comme un bréviaire socialiste et Lord Lansdowne comme un théoricien éminent... Il est vrai qu'ils furent pacifistes pendant la guerre et nous respectons leurs âmes charitables. Mais leur pacifisme bourgeois n'a rien de commun avec l'internationalisme révolutionnaire et les socialistes n'ont jamais déclaré la paix au régime capitaliste. Leur objection de conscience vaut pour la guerre impérialiste et pour la guerre civile à la fois ; la nôtre ne vaut pas pour la lutte des classes où la violence de la bourgeoisie contraint le prolétariat à recourir à la force. Les mêmes Anglais de l'*I.L.P.* ont pour idéal de former un gouvernement travailliste où entreraient, avec Mac Donald et Snowden, les Henderson, les Brace, les Barnes, les Clynes, les J.-H. Thomas (lequel écrivait récemment que le futur gouvernement travailliste ne toucherait pas à la monarchie), et même lord Fischer et lord Haldane... Tels sont « les meilleurs éléments socialistes » de Grande-Bretagne. Comment pourraient être les pires ? Il est vrai que Longuet, répondant frénétiquement à un article de Raymond Lefebvre qui avait traité sans respect J.-H. Thomas, présentait dans le *Populaire* comme un révolutionnaire émérite l'homme qui a écrit, dans *When Labour rules*, une profession de foi de fidélité à la royauté impériale de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Indes. Mais cela prouve simplement que le *Populaire* se moque sans retenue de ses lecteurs (dont nous sommes, malgré le boycottage, par devoir professionnel, et aussi, parfois, pour notre plus grand délassement...).

Voici les Suisses, où brille Graber, célèbre pour avoir déclaré sans ambages que l'Internationale Communiste est une « Interna-

tionale d'apaches »... Ceci donne une idée de ceux que Paul Faure appelle des « militants à l'irréprochable passé ». Mais laissons l'irréprochable passé, si présent, de Graber, et demandons plutôt aux reconstructeurs : si l'Internationale Communiste est une Internationale d'apaches, quel diable vous pousse à y adhérer... avec réserves ? Etes-vous des apaches... avec réserves ? Réalisez-vous « l'unité » avec des apaches ? Laissez là les apaches, honnêtes gens que vous êtes, et montrez ce dont vous êtes capables ; ne vous cramponnez pas aux apaches, qui ne vous retiennent pas. Il est vrai que Paul Faure, qui vient de découvrir (en 1920 !) l'existence de Robert Grimm, et Longuet, ne tarissent pas d'éloges à l'endroit du président de la conférence de Zimmerwald. Ils ont plein la bouche, de Zimmerwald, cinq ans après Zimmerwald. Mais à l'époque de Zimmerwald, ils anathématisaient la conférence comme une œuvre de division, comme une manifestation antipatriotique, etc. Zimmerwald dénonçait la duperie de la défense nationale, que Paul Faure sanctifiait. Zimmerwald décidait de repousser les crédits de guerre, que Longuet votait. Zimmerwald condamnait les traîtres au socialisme, avec lesquels Paul Faure et Longuet veulent maintenir à tout prix l'unité. Aujourd'hui, le directeur et le rédacteur en chef du *Populaire* saluent Zimmerwald, qui est le passé, et qui ne les gêne plus... Robert Grimm était à Zimmerwald, c'est vrai. Qu'est-ce que cela prouve ? Merrheim aussi était à Zimmerwald : il est aujourd'hui à l'*Information*.

Voici les Tchéco-Slovaques, qui, à la veille du Congrès de leur parti, s'apercevant que les communistes étaient en majorité, s'empressèrent de les expulser en masse de l'organisation. (Nous ne nous indignons nullement de cette procédure, mais nous trouvons roide que ces gens aient le front de parler d'unité). Le plus illustre d'entre eux, Tusar, présidait le gouvernement de répression qui emprisonna Muna et des centaines d'autres communistes. Il est vrai que seuls, les socialistes allemands de Tchéco-Slovaquie étaient représentés à la Conférence de Berne. Mais ceux-ci aspirant à faire l'unité avec ceux-là, (l'unité contre les communistes), il serait injuste de ne pas faire aux uns un mérite de ce qui est la gloire des autres. Voici les Autrichiens, représentés à Berne par Otto Bauer et Friedrich Adler, doctrinaires et patriciens de l'opportunisme intégral, qui ont fait de leur révolution ce que l'on sait, et sur lequel il y a tant à dire que l'on n'ose commencer. Fatigués de collaborer avec les chrétiens-sociaux, ils collaborent avec les reconstructeurs. Après s'être abaissés devant les brigands de l'impérialisme de l'Entente, jusqu'où ne s'abaisseront-ils pas ? Trotsky, dans son livre étincelant : *Terrorisme et Communisme*, a fait de la pléiade des leaders opportunistes autrichiens une exécution magistrale ; nous publierons dans le *Bulletin* ces pages vengeresses qui réduisent à leurs justes propor-

tions ceux que Longuet appelle les « meilleurs éléments socialistes » d'Autriche. Voici le Russe, Martov, déchu après une noble vie consacrée à la révolution, et dont le Parti, en 1917, acceptait de collaborer au pouvoir avec les cadets impérialistes mais refusait de collaborer avec les bolcheviks. Il paraît que c'est Martov le « meilleur élément » du socialisme russe ! Lénine, Boukharine, Trotsky, Lounatcharsky, Rycov, Noguine, Tchitcherine, Zinoviev, Riasanov, Stieklov, et tant d'autres, peu !... Le « meilleur élément », c'est Martov... C'est le *Populaire* qui nous apprend cela. Discute-t-on de pareilles insanités ?

Voici enfin les « meilleurs éléments » socialistes français : Longuet et Paul Faure. Ce sont eux qui prennent soin de nous apprendre qu'ils sont les « meilleurs éléments ». Longuet est convaincu d'avoir mérité ce titre pour diverses raisons. Il a voté infatigablement, jusqu'au bout, les crédits de guerre, après avoir approuvé l'état de siège et la censure. Il a répudié Zimmerwald et Kienthal. Il s'est flatté lui-même, dans le *Bonnet Rouge* de s'être, ainsi que ses collègues députés socialistes de la Seine, montré plus patriote encore que Maurice Barrès et Galli, lors de l'avance allemande vers Paris (1). Il s'est mis à plat ventre devant le président Wilson, grand bienfaiteur de l'humanité, gélier d'Eugène Debs et bourreau des communistes américains. Il a attaqué les bolcheviks, qui se sont permis — les méchants — de faire un coup d'Etat contre des socialistes (*sic*). Il a résisté désespérément à la rupture du Parti français avec la 2<sup>e</sup> Internationale, comme il s'oppose maintenant à l'adhésion à la 3<sup>e</sup> Internationale. Il a écrit des articles nécrologiques sur Liebknecht et Rosa Luxembourg, car il n'estime les communistes que quand ils sont morts, et il leur sait gré de lui fournir l'occasion de caser un lot important d'adjectifs. Enfin, depuis trois mois, il a fait de son journal l'organe le plus violent de l'antibolchevisme, une *France Libre* du soir.

Paul Faure, pendant la guerre, ne pouvait voter les crédits, n'étant pas député, mais il recommandait de les voter. Quelquefois, il pestait contre les parlementaires lâches et insouciantes qui péchaient à la ligne dans les rivières du Limousin, tandis que vingt millions d'hommes s'entr'égorgeaient. Nous l'avons vu s'indigner sincèrement de l'apathie abjecte des députés socialistes qui, seuls, à l'abri de l'immunité parlementaire, pouvaient élever la voix assez haut pour être entendus des masses, et qui se taisaient devant l'horrible boucherie : mais il n'avait pas le courage de leur dire en face, à ces députés, ce qu'il pensait de leur couardise ou de

(1) Ayant la douce manie de découper de temps en temps dans les journaux certains articles susceptibles de gagner en intérêt avec le temps, nous aurons la possibilité de remettre sous les yeux des lecteurs oublieux, et de l'auteur aussi, qui feint l'étonnement, cette prose chauvine.

leur sinistre indifférence, et il ne savait pas leur refuser la main. Zimmerwald ? il ne disait pas non, mais il ne disait pas oui, et il finissait toujours par approuver Longuet qui dénonçait les « sectaires » de Zimmerwald, iconoclastes de l'unité. Parfois, il lui prenait des velléités de libérer sa conscience troublée, des éclats annonçaient le tonnerre de sa révolte : et il retombait dans l'indolence et le désintéressement. Jamais il ne voulut reconnaître l'erreur de la défense nationale, car il lui eût fallu renoncer à la mauvaise excuse qui apaisait le remords dont il était parfois hanté. Quand la révolution bolchevique éclata, il fut étonné, car il ignorait que les bolcheviks existassent ; comme il demandait qu'à s'instruire, à condition que cela ne lui coûtât aucun effort, il écouta docilement les enseignements de Kemerer, qui commença à faire de lui un socialiste. Un jour, dans un Congrès où Mayéras faisait un dithyrambe du wilsonisme, Paul Faure se leva et formula quelques objections : c'est que Kemerer, assis près de lui, le sermonnait tenacement : « Quoi, vous laissez dire cela ? Vous vous taisez ? Vous ne dégagez pas votre responsabilité ? Vous n'avez pas honte ? » Mayéras fit comprendre à Paul Faure qu'il n'entendait rien à la grande politique, et ce fut tout. Kemerer parti, Paul Faure ne connut plus de velléités révolutionnaires. Secrètement obsédé de la conscience de sa déchéance progressive, il se mit à polémiquer méchamment avec ses amis de la veille qui lui disaient : « Ressaisis-toi ! Viens avec nous, sans quoi tu seras dans un an l'allié de Renaudel ». Il ne s'est pas ressaisi, et il est devenu l'allié de Renaudel. A Strasbourg, son discours enivra le groupuscule de la *Vie Socialiste*, qui l'acclama comme un héros. Depuis, il n'a cessé de déchoir ; on le voit aujourd'hui rivaliser avec Dittmann dans ses diatribes contre le bolchevisme et il vitupère Zinoviev à la manière d'un Rozier, d'un Merrheim ou d'un Bourtzév. A des camarades de la Dordogne qui lui demandèrent de leur donner ses arguments, il répondit par cette dialectique péremptoire : « Vous êtes des inconscients ou des crapules ».

Voilà ceux que le *Populaire*, par la plume de Longuet, appelle les « meilleurs éléments socialistes du monde entier ». Du monde entier ? Nous venons de montrer comment Longuet ignore l'histoire la plus contemporaine ; il sera aussi facile de prouver qu'il ignore la géographie, en lui montrant un planisphère où il pourra voir, de ses propres yeux voir, ce qui s'appelle voir, que les deux continents comprennent plus des sept pays représentés à Berne. Et représentés par qui ? Nous venons de le dire.

Le manifeste de la Conférence est d'une indigence doctrinale à faire peur. Au début, on remarque sans peine une tentative de calquer sur une résolution de l'Internationale Communiste des considérations sur les con-

séquences de la guerre et l'hégémonie du capitalisme anglo-américain. Après cela, c'est une pauvre phraséologie révolutionnaire masquant mal une pensée réformatrice, démocratique bourgeoise, opportuniste. Quelques paroles sacramentelles pour la défense de la République des soviets, qui n'engagent à rien puisqu'un Dittmann les signerait tout en appelant le feu du ciel sur la Gomorrhe soviétiste. Les reconstructeurs ont une singulière façon de soutenir la République des soviets, de la même manière que la corde soutient le pendu, en publiant dans leurs journaux comme la *Freiheit*, le *Populaire*, le *Labour Leader*, etc., force réquisitoires anti-bolchevistes dont la conclusion logique devrait être la nécessité de combattre le régime des soviets. Comment accorder avec ces réquisitoires leurs résolutions périodiques de sympathie pour la République soviétiste ?

Le manifeste nous apprend ensuite que les reconstructeurs se sont aperçus, en décembre 1920, que la 2<sup>e</sup> Internationale a fait faillite. Il n'y a pas un an qu'ils s'opposaient opiniâtrément à la rupture de leurs partis avec cette 2<sup>e</sup> Internationale et, s'ils s'y sont finalement résignés, c'est qu'ils se sentaient débordés par le courant communiste. On peut dire et on peut facilement prouver que, sans la gauche des Partis allemand et français, ces Partis seraient encore dans la 2<sup>e</sup> Internationale : rappelons qu'au Congrès de Leipzig, Hilferding défendait la 2<sup>e</sup> Internationale et l'on sait que le vote de la majorité de gauche de Leipzig détermina le centre du Parti français à rompre à son tour avec l'Internationale jaune. Passons sur le caractère cocasse de l'hommage rendu à Zimmerwald par un Longuet, adversaire acharné de Zimmerwald à l'heure où Zimmerwald représentait historiquement un progrès sur la 2<sup>e</sup> Internationale.

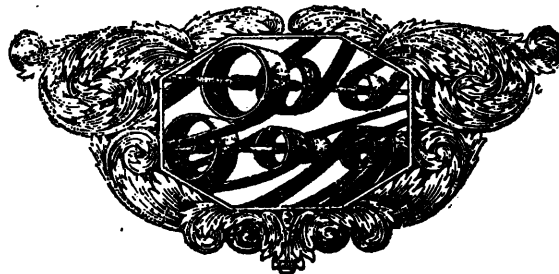
Les reconstructeurs internationaux nous révèlent alors de grandes vérités premières : « *L'Internationale de Moscou n'est en vérité jusqu'ici qu'une réunion de partis communistes. Elle ne peut devenir autre chose tant qu'elle s'en tiendra aux résolutions prises à son 2<sup>e</sup> Congrès* ». En effet, l'Internationale Communiste n'est qu'une réunion de Partis Communistes, et elle ne désire pas « devenir autre chose », n'en déplaît aux reconstructeurs. Le couplet de ceux-ci sur les méthodes stéréotypées de Moscou, l'autoritarisme de l'Internationale Communiste, etc., ne nous apprend rien de nouveau.

La dictature du prolétariat est considérée par les reconstructeurs comme une sorte de pis aller, dont on pourrait peut-être se passer si la bourgeoisie consentait à ne pas résister. Les reconstructeurs connaissent-ils une bourgeoisie qui se laissera dépouiller sans résister ? Nous l'ignorons. Mais les reconstructeurs envisagent comme possible la conquête du pouvoir « par des moyens démocratiques », c'est-à-dire, évidemment, par le bulletin de vote. On voit qu'ils sont beaucoup plus près de la 2<sup>e</sup> Internationale que de la 3<sup>e</sup>.

Ils ne comprennent pas le caractère *inéluctable* de la dictature et ils ne cherchent pas à faire pénétrer l'idée de dictature dans les masses du prolétariat, puisqu'ils ne l'envisagent eux-mêmes que comme une éventualité possible, une hypothèse plausible, mais non comme une étape *obligatoire* de la transformation sociale. Quant aux formes de la dictature, les reconstructeurs les entrevoient ainsi : « *La dictature pourra être exercée par les organisations prolétariennes qui seront, suivant les conditions de chaque pays, les conseils d'ouvriers et de paysans, les syndicats d'ouvriers, les délégués d'ateliers, des organisations communales autonomes (III) ou autres organismes de classe* ». Voilà à quoi ont servi les expériences révolutionnaires de Russie, d'Allemagne, d'Autriche, de Hongrie. Nous avons déjà entendu Verfeuil nous dire que le soviét, après tout, n'est qu'un simple conseil municipal. Les reconstructeurs internationaux ont trouvé plus et mieux, comme organes de la dictature prolétarienne : ils n'ont oublié que les clubs sportifs et les cercles espérantistes.

Y a-t-il rien de plus réconfortant pour des communistes que le marasme où s'épuisent les malheureux reconstructeurs, sinon les progrès rapides que fait l'Internationale Communiste dans le monde, sinon les victoires qui jalonnent ces progrès et dont la prochaine sera gagnée en France ?

VARINE.



## Loyauté des Reconstructeurs

Voici comment Brotteaux, dans le *Populaire*, juge la situation du mouvement communiste en Allemagne : « *Avec Ledebour, Crispin, tous les cadres, tous les fonctionnaires, tous les journaux sont restés. Ils nous ont dit tout le bluff des communistes allemands. Eux, au contraire (??), sont au moins 400.000, et ils grossissent tous les jours* ». Ainsi, Ledebour et Crispin avouent n'avoir conservé que 400.000 adhérents d'un parti qui en comptait près d'un million. Où sont les 600.000 autres ? Apparemment, avec les communistes. Ceux-ci, au récent Congrès de Berlin, produisirent une statistique établissant que, jusqu'à ce jour, 438.000 indépendants de gauche ont fusionné avec le K. P. D. Ce chiffre est encore au-dessous de la réalité, mais le processus de fusion n'est pas encore terminé dans bon nombre d'organisations locales. Quoi qu'il en soit, nos amis n'ont pas bluffé, au contraire, ils ont été trop modestes, puisqu'ils pouvaient prétendre à juste raison représenter près de 600.000 adhérents, de l'aveu même de Crispin et Ledebour. Mais Brotteaux, qui puise ses arguments où il peut, les trouve dans le mensonge.

# Les Quatre Cents Milliards

Je ne connais pas une seule association d'Anciens Combattants qui n'ait inscrit à son programme : le retour total ou partiel des bénéficiaires de guerre à la nation. Que son voisin se soit engraisé de millions pendant que, lui, il mâchait tristement son pain boueux, c'est là une idée que le soldat libéré ne peut pas supporter. Un orateur qui aime le tintamarre des acclamations n'a qu'à parler mal des profiteurs, accapareurs et nouveaux riches, il sera payé comptant. Sa phrase ne sera pas achevée qu'une houle d'enthousiasme et de rage soulèvera la foule, comme une lame de fond. Et les plus frénétiques, vous pourrez les chercher sans vous tromper, parmi les anciens soldats. La condamnation à mort de Loucheur, de Citroën, de Renault et quelques centaines de moindres sires, aurait dans toute la France un succès formidable. On danserait sur les ruines de leurs hôtels. On danserait autour des poteaux où leurs agonies gigoteraient encore. N'en doutez pas, et voyez quelle fut l'allégresse des Parisiens de 1789 autour de la lanterne où se balançait Réveillon, un nouveau riche de ce temps-là.

Les profiteurs de la Mort n'ont pas seulement gagné pendant la guerre un capital fabuleux de milliards. Ils ont aussi gagné un capital fabuleux de haine. On ne les compare aux monstres que pour leur décerner le prix du crime et de la honte. Ils sont le point de mire, la tête de Turc, de tous les auteurs gais, vaudevillistes, revuistes, humoristes, satiristes. Le mépris où on les tient égale la haine qu'ils inspirent et l'horreur de leur opulence.

Eh bien, ce beau déferlement passera, je vous le prédis. Peu à peu, et très rapidement, l'origine sanglante des fortunes nées de la guerre sera oubliée ; une vieille paisible et respectée, comme un doux repos bien gagné (que n'auront-ils pas gagné...), viendra consoler de l'injustice des contemporains ces infortunées victimes de la jalousie. Oui, les profiteurs de la mort, les Shylock de la jeunesse du monde, les mercantis de la douleur et de la ruine, les spéculateurs de l'agonie de leurs enfants, feront souche de puissantes familles. De leurs basses œuvres naîtra une aristocratie brillante.

Tandis que les anciens soldats rabâcheront l'éternelle histoire de leur martyr, brandiront sous le nez des passants les sales moignons de leurs membres maigres, encombreront l'Europe de leur fainéantise radoteuse et insolente, les profiteurs, eux, féconderont le sol d'audacieuses entreprises, renouvelleront la race avec de gros apports de travailleurs noirs, jaunes, slaves, enfin s'appliqueront à prouver au philosophe que le bien mal acquis profite tout comme un autre, et que le cynisme sanguinaire des brutes, c'est après tout le ressort de la force et de la richesse.

Sauf imprévu, sauf une révolution violente, sauf un coup de force, c'est ainsi que doivent se passer les choses, et les déclamations électorales n'y feront rien.

Si j'affirme sur ce ton cassant, c'est que la jurisprudence de l'histoire m'y invite.

Il y a cent ans, l'Europe a fait une guerre lon-

gue, coûteuse en hommes comme en or. Que s'est-il passé ? Si vous voulez, récusez la France, qui fut le pays vaincu et même je vous l'accorderai l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, l'Autriche qui connurent les défaites et les invasions. Mais vous ne pourrez pas récuser l'Angleterre, constamment victorieuse, directrice de la coalition, presque sans pertes en hommes, presque sans dommages matériels, et sortie de la crise avec des traités de commerce qui la comblaient d'or, avec des colonies splendides en plein rendement.

Qui a profité de la Victoire ? les mutilés de Waterloo ? les compagnons de Nelson à Trafalgar ?

Ils ont crevé la misère et la faim.

Jamais la vie ne fut plus chère, jamais les salaires ne furent plus bas et ils baissèrent encore dès la paix conclue, dès qu'on n'eut plus à craindre de révolution devant l'ennemi.

Jamais il n'y eut plus de pauvres et de plus pauvres. Jamais il n'y eut plus de riches et de plus riches.

De l'année 1815, datent les fortunes colossales, qui jamais depuis n'ont connu d'autre loi que la prospérité. Les Rothschild de Londres, par exemple, ont centuplé leur bien au coup de bourse de Waterloo. Les propriétaires, les industriels, faisaient voter par les Parlements à leur solde les lois qu'il leur plaisait, des lois de vie chère et de répression ouvrière féroce. On a condamné dans le Devonshire, en 1818, des mutilés, des ouvriers agricoles au bagne à perpétuité pour avoir formé un petit syndicat. (Si vous ne me croyez pas sur parole, consultez *Seignobos*, Histoire Politique de l'Europe Contemporaine, et *Lavisse et Rambaud*, Histoire Générale.)

Mais pendant ce temps, naissaient ces cartels, ces trusts, ces combinaisons d'accapareurs, qui bientôt allaient devenir la loi du nouveau monde capitaliste.

Le prolétariat anglais mourait, à bout de sang, dans des taudis, les enfants des « héroïques soldats de Wellington » crachaient la phthisie dans le Pays Noir, dans les fonds de galeries de mines, dans l'assourdissement torride des filatures et des tissages.

Un pays victorieux, voilà le champ d'expériences dans lequel travailla un sociologue allemand expulsé de sa patrie, le fondateur du socialisme communiste, Karl Marx... Un pays victorieux, de nos jours, je vais vous le dire, c'est un pays qui s'est saigné aux quatre membres pour permettre à sa caste exploitante de remporter un succès splendide. Les travailleurs, fatigués de leur triomphe, n'ont plus la force de se défendre tandis que la caste exploitante, grandie par le prestige de la victoire, redouble de rapacité, d'audace, de brutalité dans le gouvernement.

Dans la société capitaliste, une victoire, sauf les révolutions qui peuvent éclater derrière elle, c'est la ruine, l'esclavage du peuple, la misère pour le glorieux soldat, et le surgissement d'une ploutocratie jeune, exagérante, implacable.

Injuriez-la tant qu'il vous plaira, humiliez-la en

lui rappelant tous les jours ses origines infâmes, raillez-la en détaillant ses ridicules, ses balourdises, ses goinfreries, ses grossièretés... Il y a en elle quelque chose de plus fort que votre colère blessée, de plus fort que la révolte de votre sentimentalisme. Il y a la force de la jeunesse.

La vieille fortune immobilière se lézarde, s'effrite, s'offondre, la petite rente s'amincit, se lustre, crève de partout ; la moyenne bourgeoisie, l'ancienne, celle qui fut profiteuse de la Révolution de 89 et des emprunts de la Restauration, meurt, se fond, se dilue peu à peu dans le prolétariat. Mais la nouvelle richesse des métallurgistes, des fournisseurs de l'armée, des boutiquiers, des intermédiaires internationaux, des bistros de la zone des armées, des fabricants d'avions, des armateurs, des épiciers, des tailleurs de deuil, cette horde de grands et de petits parasites surgit, s'agrandit au soleil, s'installe, prospère, digère son triomphe, et en suppute de futures exploitations indéfinies.

Vous, avec vos rubans glorieux, votre orgueil de pauvres, vos violences tristes de gladiateurs révoltés, à quoi êtes-vous bon, vous ? Dites-le ? A quoi ? Après cinq, six, sept ans de fainéantise ?... Eh oui, ne protestez pas, de fainéantise... Vous savez bien que la guerre est une souffrance inerte et qu'on en sort ankylosé. Pouvez-vous reprendre votre travail avec la même autorité qu'en 1914 ? Votre main est-elle aussi ferme ? Allons donc, vous savez bien que non. Et je devine en vous l'exaspération désolée d'un amoindri. Vos services ? Vos souffrances ? Entendu. Mais tout ça, mon ami, c'est du passé, c'est de l'histoire tout ça. Le nouveau riche le fera apprendre à ses enfants dans de beaux livres dorés sur tranches. Tout ça c'est de la littérature.

N'importe, la France ne veut pas être gueuse avec toi. A condition que tu sois modeste, silencieux et poli, elle te trouvera du travail. C'est bien de la complaisance de sa part, tu sais, car le travail étranger est meilleur tout en coûtant moins cher. Devant les machines modernes, on préfère un nègre docile à un vieux professionnel qui n'en fait qu'à sa tête. N'importe. Rentre à ton atelier, à ta ferme, à ton bureau. Mais à condition que tu sois modeste, silencieux et poli.

Il y a là un gâteau amer à nous partager. Une dette de trois ou quatre cents milliards... Tu t'étonnes du chiffre ? Deux cents milliards l'année dernière et cette année le double ? Eh bien, voilà, au lieu d'organiser les finances du pays dès l'armistice signé, on a continué le système du fils de famille, on a emprunté, emprunté, on a financé des germanophiles en Russie, en Hongrie, en Ukraine, on a dépensé 50 milliards nouveaux et engagé de nouvelles dépenses. Si bien que le modéré Bedouce a pu, sans provoquer de contradictions à la Chambre, évaluer notre dette à quatre cents milliards. Ajoute à cela que pour qu'elle n'enfle plus, il faudrait un changement total dans l'équilibre budgétaire. Ce changement est invraisemblable, et d'ici quelques mois la dette sera plus lourde encore de plusieurs dizaines de milliards... Quand on est engagé sur la pente savonnée d'une montagne russe (c'est bien le cas de parler de Russie), on ne s'arrête qu'en fin de course. Ces choses-là sont fatales.

J'ai dit : Quatre cents milliards à nous partager, car tu dois en avoir ta part, mon ami. Je ne veux

pas te dire que si tu avais remporté la victoire plus tôt, elle serait moins lourde ni que les idées de ces socialistes, chers à ton cœur, nous ont empêchés de tirer des pays vaincus, le maximum. Je ne te reproche rien, mais il faut que tu saches mieux évaluer la puissance respective du Nouveau Riche et de l'Etat.

L'Etat, mon ami, l'Etat n'est qu'un amoindri, tout comme toi-même, et ses lois participent de sa faiblesse. Alors, quand tu vas répétant qu'il faut des lois pour faire rendre gorge aux profiteurs de guerre, tu es risible...

La loi n'est pas au-dessus de tous, comme on te l'apprenait à l'école. Elle n'est au-dessus de tous que si elle est la plus forte. Mais si elle a perdu du muscle, si elle a pris la démarche humiliée du nouveau pauvre, qui traîne son boulet de quatre cents milliards de dettes ?

Tiens. La loi a essayé, gentiment, un timide petit impôt sur les bénéfices de guerre. Mais, mon bon ami, il n'a rien donné, ce petit impôt. Citroën a refusé de le payer, d'autres ont fait comme lui, et qui sont des ministres. Tu ne vas tout de même pas poursuivre un multi-millionnaire ? Hein ? Qui le jugerait ? Il n'y a plus de magistrats, mon vieux, il y a des salariés loqueteux qui marchent au doigt et à l'œil.

Alors tâche de comprendre la situation, et quand je te dis : vous avez quatre cents milliards de dettes à vous partager entre 37 ou 38 millions de Français (plus de 10.000 francs par tête, quarante mille francs pour un ménage normal) ne me parle plus de la loi, c'est-à-dire de l'Etat, c'est-à-dire d'un failli.

La loi, depuis la guerre (l'Etat si tu aimes mieux), est retombée dans cette débilité qui succède aux grands efforts et dont la France a souffert pendant les minorités des rois, pendant les règnes des dynasties en décadence, et dans les lendemains de guerre ou de révolution. Si tu étudiais l'histoire des grandes familles françaises, tu verrais qu'à l'origine de chacune d'elles il y a un Loucheur, un Citroën ou un Mandé..., un Shylock. Les aristocraties naissent et fleurissent sur des charniers. Et la loi est, vis-à-vis d'un profiteur de 1919, aussi craintive, aussi chétive qu'un des derniers Carolingiens vis-à-vis de ses grands feudataires.

L'Etat est une des victimes de la guerre, voilà le mot.

Il y a dans l'Aisne une riche famille réactionnaire, royaliste, cléricale, exploiteuse du pauvre, respectée et crainte de ses concitoyens, de bons patriotes enfin, les Fouquier. Ces Fouquier, mon vieux, descendent en droite ligne du terroriste Fouquier-Tinville, qui n'a pas garni seulement le sac de la guillotine en 1793. Le hideux profiteur de la mort a fait souche de bons bourgeois. L'exemple est, je crois, aussi frappant que possible.

Mais il faut en revenir au gâteau des quatre cents milliards de dettes. Tu dis que tu ne veux pas les payer ; que c'est chacun son tour ; qu'après la relève du sang, il faut la relève de l'or...

Phraseur ! De quels moyens disposes-tu pour exécuter ton beau programme ? Là, je t'écoute...

La Presse ? Elle est toute — ou presque — entre les mains des profiteurs, qui sont moins bêtes que toi, et qui, eux, sacrifient généreusement à sa puissance. Toi, tu te bornes à une injure : « Bourreaux

de crâne », mais tu ne feras pas l'effort de curiosité intellectuelle d'acheter les journaux qui défendent sincèrement tes intérêts et dont le tirage reste faible, alors qu'il devrait être énorme. Pourquoi ? Parce que ces journaux-là répugnent à te nourrir de niaiseries comme font les autres... et que tu as le goût de la niaiserie.

A plus forte raison n'auras-tu pas l'idée d'imiter dans la mesure de tes moyens le profiteuse qui subventionne un journal à lui seul, je veux dire d'y aller de ton obole aux souscriptions des journaux socialistes et syndicalistes.

Leurs campagnes, tu les approuves, mais la routine, la fatigue, sont plus fortes que ta passion de justice, et après un cri de colère, tu retombes dans ton apathie.

Et tu voudrais qu'ils te prennent au sérieux, les financiers qui te volent, les diplomates qui t'empoisonnent, les militaires qui te cravachent ? Comment prendre au sérieux un homme incapable du plus simple effort, du geste le plus élémentaire, un homme qui préfère la presse des profiteuse, simplement par goût du grossier ?

Les élections ?... Inutile, n'est-ce pas ? d'y insister. Même sans parler de la corruption systématique des députés par les profiteuse, dis-moi ce que pourrait un Parlement bien intentionné qui ameuterait contre lui : la presse, la magistrature, les généraux, le Conseil d'Etat, la diplomatie, les Chambres de commerce, certains gouvernements alliés, le Sénat enfin et la présidence de la République qui, appuyés sur tant d'autorités, dissoudraient vite ou materaient la Chambre « issue d'une surprise de l'opinion »... (1)

... te souviens des élections de 1914 ? Les adversaires de la loi de 3 ans y ont remporté la Victoire. La Chambre, à peine élue, a confirmé la loi de 3 ans. On a acheté les uns, on a fait peur aux autres... Ça c'est fait sans douleur, sans bruit...

Et que fais-tu du sabotage systématique des finances de la nation par la haute banque, à la première menace d'une fiscalité vraiment démocratique ? Ce que je reproche aux réformistes sincères, c'est de ne pas tenir compte du sabotage capitaliste, de ne pas le prévoir, et de rester désarmés devant lui. D'un coup de Bourse bien appliqué, d'un scandale bien arrangé, tout leur joli plan est par terre. Le malheur est qu'il faut quelquefois vingt ans pour se remettre d'aplomb.

Ne t'y trompes pas, tu as en face de toi des gens très intelligents et prêts à tout. Si tu ne le sais pas, eux ils savent que pour payer ses dettes sans taper à la porte des travailleurs, la France devrait raser toutes les grosses et moyennes fortunes.

Une Révolution...

Et tu te figures que les profiteuse, nouveaux ou anciens riches, se laisseront faire, eux qui tiennent toutes les grosses Administrations ?

En ce moment, et tant que les élections n'auront pas eu lieu, on te cachera l'avenir qu'on te prépare, l'avenir de travail intensif, de vie sombre, de vie courbée, de vie chère, l'avenir de banqueroutier qui bâche pour des créanciers sans larmes, qui trime

(1) Je causais hier avec un directeur de Compagnie d'assurances qui me disait en souriant : « Le monopole des assurances ? Les compagnies anglaises ne perdront pas cela ! » — Camarade ancien soldat, voilà pour quelle indépendance tu t'es battu !

pour « faire honneur à sa signature », qui se crève à la peine, lui, sa femme et ses enfants...

On te cachera ce futur sinistre sous une petite phrase stupide, mais qui porte, comme tout ce qui est stupide, comme tout ce qui est simpliste :

« L'Allemagne paiera, le Roche paiera... »

Le Roche paiera nos pensions, nos emprunts, nos dettes flottantes, nos travaux publics, nos 35 milliards de budget annuel... et les dettes des Belges... et celles des Serbes... et les navires anglais coulés... Et quoi encore... Le total dépasserait 1.500 milliards, l'Allemagne elle-même a près de cinq cents milliards à payer (elle a fait la guerre, elle aussi, tu l'aurais oublié peut-être)... Deux mille milliards... Cent milliards de revenu annuel. Tout son bien se monte à moins de cinq cents milliards... Son revenu n'atteint pas à 30 milliards... Mais tant pis. Le Roche paiera...

Le lendemain du scrutin, mon bon ami, tu apprendras, en lisant ton journal, une autre chanson...

« Le Roche ne paiera qu'une toute, toute petite partie, cinquante à soixante milliards... et par annuités. La France paiera le reste. La France, c'est-à-dire toi. »

Et alors, et alors, douanes, impôts sur le commerce et l'industrie (oh ! ce n'est pas toi qui auras la peine d'aller chez le percepteur, mais le marchand patenté te fera payer le double sa camelote), impôts indirects sur tout, impôts à tous les coins de rue, invisibles, embusqués, déguisés sous les costumes les plus inattendus.

Et tu te souviendras du bon temps d'avant les élections, de cette douce vie chère de 1919, que les femmes portaient vaillamment en bas de soie... et tu reliras sur les murs les affiches pâlies qui te répéteront comme une moquerie : « Le Roche paiera ».

Le petit rentier recevra le coup du lapin. Sa rente, bien sûr, on la lui versera *recta*. Mais où l'Etat prendra-t-il de quoi la lui verser ? Dans sa poche, dans sa poche à lui, le petit rentier. Car l'Etat est un débiteur un peu spécial, qui aime à charger ses créanciers du soin d'acquitter eux-mêmes ses dettes. Seuls, les gros porteurs seront vraiment payés de leurs intérêts. Les impôts qu'ils verseront au Trésor n'égalent pas les bénéfices qu'ils tireront de leurs titres. Mais au petit porteur, l'Etat demandera plus qu'il ne rendra, faillite aussi ingénieuse que flagrante.

Le mutilé subira, en pire, le sort du petit rentier. Les députés, pour se faire élire, lui doubleront, tripleront (en promesses, tout au moins), sa pension. Mais où l'Etat prendra-t-il l'argent pour la lui payer ?

Dans sa poche, dans sa poche à lui, le mutilé, l'infirmes, l'aveugle, immobile, le poitrinaire agonisant... Dans sa poche, sous formes d'impôts, sur le beurre, sur le sucre, sur le café, sur les chemins de fer, sur les tramways, sur les loyers, sur le drap, sur la toile, sur les médicaments, sur le soleil, sur sa mort même ; il y aura un impôt sur les enterrements et qui ne sera pas, je vous en réponds, au-dessous des prévisions budgétaires.

J'entends d'ici les colères des mutilés et des anciens soldats qui, au Congrès de Lyon de 1918 au Congrès d'Orléans, refusaient de s'occuper de politique, de voir, pauvres gens, plus loin que leur loi des pensions, de s'intéresser à l'ensemble du budget.



Les malheureux diables réclameront des augmentations de tarifs qu'on leur fera attendre des mois et des mois, et qui seront devenues insuffisantes le jour où on les leur aura accordées. Tant et si bien que les mutilés prendront la réputation de braillards avides, et que ces profiteurs faméliques recueilleront la haine du peuple avec le mépris des riches. Lisez *La Rubouilleuse* de Balzac, si vous voulez savoir comment le bourgeois traite l'ancien héros, au bout de quinze ou vingt ans. Et cela n'était rien auprès de ce que ça sera.

Alors, si vous ne pouvez compter ni sur la presse, ni sur les élections, que tenterez-vous de pratique, vous qui proclamez votre volonté de faire payer les profiteurs anciens et nouveaux riches ?

Vous improviserez, je le vois d'ici, des émeutes locales, des grèves d'atelier, vous assommerez une douzaine de douaniers par-ci par-là.

Mais on a prévu déjà tout cela avant que vous n'y pensiez.

Je sais bien que tant que les bolcheviks tiendront le coup là-bas, en Russie, tant qu'il y aura en Allemagne des Conseils d'Ouvriers, nos maîtres ici ne seront pas rassurés, et ils s'en tiendront à cette politique conciliante dont la loi des 8 heures est un exemple. Mais le jour où la réaction russe aura repris son cours, le jour où Lénine et Trotsky décoreront chacun une potence, le jour où un prolétariat maté devra accepter de maigres salaires et 12 heures de travail, vous verrez ce que deviendra la journée de 8 heures en France. Ce sera le retour aux 12 heures ou le lock-out. La concurrence russe deviendra l'argument de toutes les disputes entre patrons et ouvriers.

Et vous marcherez ! Le patron aura retrouvé son assurance en même temps que le tsar son trône, et l'autre jour, dans un article de la revue *Automobilista*, M. Binet-Valmer, vice-président de la *Ligue des Chefs de Sections*, ancien officier de tanks, écrivait, prévoyant vos révoltes :

« *Le char Renault restera toujours le maître de la rue ; à bon entendeur, salut.* »

N'insultez pas M. Binet-Valmer, ne criez pas au langage de guerre civile. La guerre civile, vous y êtes en plein. Si vous ne l'avez pas compris, c'est que vous n'êtes pas à la hauteur. Remerciez, au contraire, de sa franchise, M. Binet-Valmer qui vous met au courant des esprits dans la Haute Société, et qui vous permet de peser à son poids juste, les mignons petits programmes de réformes démocratiques dont les avocats bourgeois, candidats aux élections, vous rabattront les oreilles.

Un monsieur qui fabrique des tanks et qui dit carrément à quel usage il les destine, et qui vous parle, après ça, de réformes démocratiques, vous comprenez, je l'espère, ce qu'il veut vous faire comprendre.

Hélas ! rares sont ceux qu'anime la sincérité de M. Binet-Valmer. Tous, tant qu'ils sont, n'attendent qu'un geste du peuple pour donner le coup de sifflet et lui lancer dessus les chars Renault. Mais ils jugent inutile d'avertir. Et quand ils se présenteront à votre confiance, c'est avec des trémolos dans le gosier qu'ils vous adjureront d'éviter au pays les horreurs de la guerre civile. « *Ni réaction, ni révolution* ». Voilà une formule qui sonne bien, qui fait plaisir à entendre, et qui permet d'aller au cinéma

en famille, sans plus penser à la Dette, qui mange les salaires, à la tuberculose, qui met en charpie les poumons des gosses, aux rhumatismes gagnés dans les tranchées, et qui recommencent à grimper aux jambes du vieux territorial, menaçant de l'immobiliser et de réduire sa famille à la misère.

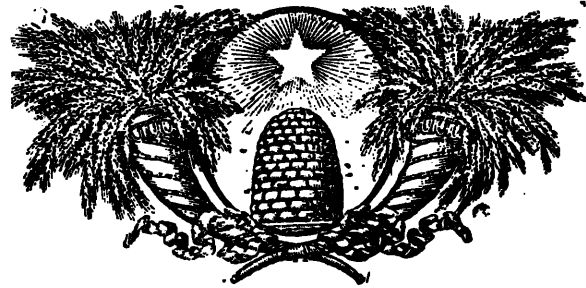
*Ni réaction, ni révolution, des réformes sages.* prudentes, lentement conçues. Hein ? Comme ça fait bon au cœur d'entendre ces douces paroles. En attendant qu'arrivent les réformes promises, on reste dans le taudis, sans air et sans soleil, on n'offre aux gosses qu'une nourriture frelatée. Le mois de novembre, le mois de mars les enlèvent l'un après l'autre, de la grippe, de la phthisie. Les rhumatismes ligottent le père sur son lit sale, et le soir lugubre tombe sur la mort de l'ancien soldat, sur l'agonie de toute la France ouvrière, rongée, sur le silence des villages refroidis.

Alors, avec cette lucidité des fièvres d'agonie — vous connaissez ça déjà presque tous — l'ancien soldat se rend compte qu'il a laissé passer le moment favorable de l'action, que c'est trop tard, que la mort est sur lui, sur ses voisins, sur sa race, que le sacrifice de sa vie et de sa joie, de la vie et de la joie des siens, ne lui a pas épargné d'assister à l'agonie de sa chère France, dans laquelle résonnent les tamtams des noubas des nègres, les querelles acides des Indo-Chinois, les chansons nasillardes des Espagnols, les rythmes des danses des Italiens, les plaintes musicales des Slaves, les prières tumultueuses des Arabes.

*Ni réaction ni révolution* peut-être, la mort, en tous cas. Un semblant de France, pourtant, survivra à cette décomposition ; une phosphorescence luira longtemps encore sur ce charnier. Longtemps encore l'opulence des profiteurs sonnera son orgueil sur les ruines muettes de la patrie.

Ainsi les empereurs, les sénateurs, les chevaliers romains banquetaient et fêtaient encore, que depuis de longs siècles déjà, les derniers soldats — citoyens de la vraie Rome — étaient morts de misère, chassés de leurs petites fermes par les financiers et les tyrans.

Raymond LEFEBVRE.



## A NOS LECTEURS

Nous recevons chaque jour des demandes de collections complètes du *Bulletin*. Nous sommes dans l'impossibilité absolue de satisfaire nos correspondants et nous rappelons à nos camarades que les nos 1, 4, 13, 15, 17, 18, 22, 26, 27 et 28 sont complètement épuisés.



# L'Unité Communiste en Angleterre

Les premiers jours de l'été dernier le mouvement d'unité communiste, dont les négociations traînaient depuis un an, aboutissait à un échec. Deux Congrès tenus à Londres au milieu de juin et au commencement d'octobre se terminaient par la formation de deux partis communistes. L'un d'eux se basait sur la doctrine de l'antiparlementarisme et sur l'opposition au *Labor Party*. Il se nommait Parti Communiste, Section Britannique de la Troisième Internationale (S.B.T.I.). L'autre parti, qui s'appelait Parti Communiste de Grande-Bretagne (G.-B.), votait l'adhésion au *Labor Party* et se décidait à participer aux luttes parlementaires. Ni l'un ni l'autre de ces deux partis ne compte beaucoup de membres ; le premier surtout est extrêmement petit. Il n'y a pas de doute qu'il y a aussi chez nous de nombreux communistes qui ne sont pas encore organisés, car le désaccord entre les deux partis — malgré que leurs disputes soient empreintes de bien peu d'amertume — a empêché l'un et l'autre de s'agrandir.

La majorité de leurs membres serait enchantée qu'on arrivât à établir un pacte d'unité entre les deux organisations. Le refus du *Labor Party* de recevoir l'adhésion du Parti Communiste (G.B.) a déjà enlevé une des difficultés que présentait cette union. Il est probable que l'autre difficulté disparaîtra devant une interprétation libérale des thèses du 2<sup>e</sup> Congrès de la 3<sup>e</sup> Internationale, et un renforcement des conditions limitant l'entrée à la 3<sup>e</sup> Internationale à un seul groupe national.

La situation s'est bien améliorée depuis le retour des délégués anglais au Congrès de Moscou. Tout en conservant leurs opinions personnelles sur des questions de tactique, ils sont arrivés à une unanimité étonnante de pensée grâce à leurs expériences en Russie et à leur étude des manifestations de la révolution communiste. Et bien que l'Anglais soit par tradition et par tempérament nettement individualiste — pour ne pas dire anarchiste — tous les délégués sont d'accord pour dire que dans cette heure de crise révolutionnaire il faut présenter un front uni à l'ennemi ; il nous faut accepter les conditions imposées par la 3<sup>e</sup> Internationale ; il nous faut construire un Parti Communiste discipliné, avec une centralisation nationale et internationale. Une fois que cela sera fait, et seulement alors, nous pourrions discuter de toutes les questions de tactique — qui sont de moindre importance. A la suite de ce séjour dans la Russie rouge, les militants des *Shop stewards and Workers committees* se sont convaincus de la nécessité de former un fort parti politique, condition essentielle et immédiate de progrès communiste. Il importe peu que ce parti décide ensuite d'adopter la tactique du parlementarisme révolutionnaire.

On s'est rendu compte du fait que les comités de travailleurs ne peuvent fonctionner effectivement qu'après la révolution. Il faut alors que les éléments révolutionnaires des travailleurs soient organisés dans un Parti Communiste qui pénétrera ensuite dans toutes les organisations ouvrières... Déjà en Ecosse, on formait, en septembre, le Parti Communiste du Travail (*Communist Labor Party*) qui a englobé tous les éléments les plus actifs des comités de travailleurs écossais d'« ouvriers ». *The Worker (Le Travailleur)*, organe hebdomadaire des comités, est devenu l'or-

gane du Parti communiste du Travail. A quelques exceptions près, tous les membres de cette organisation se sont prononcés contre le parlementarisme, mais accepteraient de travailler loyalement à former un Parti Communiste unifié dont un des principes serait (en accord avec les décisions de Moscou) de ne pas répudier, par principe, toute action parlementaire. Cependant les camarades écossais espèrent pouvoir persuader au nouveau parti de consacrer un minimum de temps, d'énergie et d'argent au parlementarisme révolutionnaire.

Au sud du Tweed, la section la plus révolutionnaire et la mieux organisée des travailleurs anglais est celle des mineurs de charbon de South Wales. Certains parmi eux appartiennent au Parti Communiste (B.S.T.I.), et certains d'autres au Parti Communiste (G.B.). La plupart appartient aux organisations locales plutôt que nationales. Depuis quelques années, ils se sont groupés surtout en deux organisations dont une, la *Miners Unofficial Committee*, vise un but économique, tandis que l'autre, la *South Wales Socialist Society*, vise un but politique.

Mais il n'y a pas lieu de douter que beaucoup de communistes de South Wales n'ont jamais fait partie de l'une ou l'autre de ces associations qui, au fond, sont très peu organisées. Avant la guerre, South Wales était le foyer principal du mouvement syndicaliste en Angleterre, et il est peu probable que ces partisans de l'action directe et de la grève générale soutiennent ardemment la conception du parlementarisme révolutionnaire de nos camarades russes. Beaucoup, parmi eux, adhéreront à un Parti Communiste unifié, mais ils travailleront pour que le parti dirige son activité politique dans un autre sens que celui des institutions parlementaires.

La semaine dernière eut lieu à Cardiff un Congrès (le 3<sup>e</sup> de cette année) du Parti Communiste (B.S.T.I.). Jusqu'à ce que la question de l'adhésion à la 3<sup>e</sup> Internationale soit réglée, le parti gardera ce nom (C.P.B.S.T.I.) choisi par le premier Congrès, au mois de juin. Les membres de ce parti — qui petit à petit est en train de grandir — ont été influencés autant que les antiparlementaristes écossais par les rapports des délégués rentrés de Moscou et par les thèses adoptées par la 3<sup>e</sup> Internationale. Ils ont fait quelques difficultés pour avaler la thèse qui traite du parlementarisme — et qu'un Parti Communiste doit accepter s'il veut adhérer à la 3<sup>e</sup> Internationale. Mais le Congrès parvint enfin à reconnaître, qu'en refusant à présenter des candidats au Parlement, le Parti Communiste (B.S.T.I.) avait proclamé une tactique pour l'Angleterre seule et non pour l'Internationale. Sans aucun doute, on observera fidèlement la thèse sur le parlementarisme, même si le Parti Communiste que l'on va essayer de former en janvier prochain, décide que pour le moment ce serait une mauvaise tactique de la part des communistes anglais de présenter des candidats aux élections. Il n'y a pas un communiste de ce pays qui nierait l'utilité d'une propagande intensive au moment des élections, moment où naissent des occasions tout à fait particulières pour stimuler la conscience de classe chez les travailleurs, et pour les convaincre que le parlementarisme bourgeois n'est qu'un instrument de la dictature bourgeoise. Mais tous ceux qui sont contre le parlementarisme

vont seconder de toutes leurs forces les termes des articles 17 et 19 des thèses qui laissent à chaque Parti Communiste national la liberté de renoncer à toute action parlementaire. Grâce à toutes ces considérations, le Parti Communiste (B.S.T.I.) a décidé de se joindre au parti qui se constituera dans quelques semaines. Il est probable que certains groupes communistes, dont l'antipathie au parlementarisme est très développée, refuseront d'y adhérer. Mais il y a au moins deux autres organisations nationales qui ne sont pas mentionnées dans cette lettre, dont nous pouvons encore espérer l'adhésion.

Quant à l'Irlande, les développements aigus de la lutte nationaliste ont dû éclipser momentanément le communisme. La question irlandaise est d'une grande importance pour les communistes, car le mécontentement des Irlandais, joint au fait de la rivalité toujours croissante entre l'Angleterre et l'Amérique, peut bien aider un jour à abattre, une fois pour toutes ce monstre d'oppression capitaliste : l'empire britannique. Mais il ne faut pas espérer que l'Irlande participera d'une façon directe et immédiate au mouvement communiste.

Il reste à considérer la plus grande des organisations socialistes en Angleterre, une organisation

qui n'a pas encore connu la scission entre socialistes et communistes. Nous voulons parler du Parti Indépendant du Travail, dont la gauche est forte et révolutionnaire. A l'extrême droite se trouvent les anciens chefs et le comité exécutif... des camarades comme Philip Snowden, Ramsay MacDonald, Margaret Bondfield, etc. La majorité des membres est composée de centristes qui cherchent toujours un compromis entre la 2<sup>e</sup> et la 3<sup>e</sup> Internationale. La formation d'un fort Parti Communiste unifié sectionnera l'*Independent Labor Party* et amènera une scission définitive entre le communisme et le socialisme en Angleterre. Alors toute entente entre la gauche et les chefs réformistes, toute entente entre la gauche et les reconstruc-teurs du centre sera dorénavant impossible. Les communistes convaincus de l'I.L.P. seront forcés de briser le lien qui les rattache à l'ancien parti et d'adhérer au parti nouveau. Les communistes qui sont contre le parlementarisme préféreraient sans doute que cette scission fût plus ou moins retardée, car il se peut que les nouveaux venus soient en assez grand nombre pour continuer — pour un temps — à favoriser la participation aux élections et aux campagnes électorales.

Eden et Cedar PAUL.

## Du nouveau dans la Révolution Russe

Notre révolution qui met fin à la « préhistoire de l'humanité » et ouvre les premières pages de sa véritable histoire, est tout à fait intéressante et instructive par ses expériences gigantesques, complètement neuves. Si maintenant vous ouvrez par exemple un livre fameux de Kautsky sur la Révolution sociale, bien des choses vous y sembleront du pur bavardage enfantin. Il n'y avait pas encore alors les données empiriques pour l'appréciation des formes concrètes de la dictature du prolétariat, ni même des conditions concrètes nécessaires à son établissement. Le socialisme, né du chaos de la guerre mondiale sur le sol épuisé et anémié de la vie économique, donne par cela seul une impression de complète destruction. Seuls, les grands vieillards, Marx et Engels, avaient pensé à cela. Leurs lamentables épigones, les futurs héros de la 2<sup>e</sup> Internationale, n'y ont presque pas pensé et c'est dans ce sens que tout est nouveau dans la révolution russe. Et voilà pourquoi, pas un révolutionnaire sérieux, fût-il d'Allemagne ou d'Argentine, ne saurait se prononcer directement contre le laboratoire gigantesque que représente la Russie Soviétique. Nous voudrions représenter ici, par quelques exemples, ce qu'il y a de nouveau dans la Révolution russe.

La révolution russe a donné en premier lieu une réponse à la question des formes de la dictature. Elle a répondu d'abord à la question de savoir quel doit être le pouvoir d'Etat du prolétariat : les Soviets. Le pouvoir soviétique, voilà cette forme née de notre révolution.

Au début on pouvait encore penser que les Soviets étaient un produit spécifiquement rus-

se. Mais l'expérience suivante, l'expérience de l'Europe Occidentale a montré que c'est là une forme universelle, qui prend sa racine dans les bases mêmes des conditions de lutte de la classe ouvrière contre la bourgeoisie. Et précisément pour cette raison, tous ceux qui sont effectivement pour la dictature du prolétariat doivent lutter aussi pour le pouvoir soviétique. A présent, on est déjà habitué à cette idée, on la considère comme tout à fait naturelle. Et cet axiome de politique prolétarienne, c'est notre révolution qui l'a fourni.

Notre révolution a montré la première le rôle gigantesque et la signification d'avant-garde prolétarienne du parti communiste. Personne ne s'est représenté en réalité combien, après la conquête du pouvoir, ce rôle grandirait, personne ne se représentait le rôle exclusif et décisif d'organisation que devra jouer cette organisation essentielle de la classe ouvrière. Auparavant, on se représentait le rôle du parti sous une forme plus ou moins parlementaire et, dans le meilleur cas, on le considérait comme un organe de contrôle ou de réglementation. Mais en fait ? En fait, le parti travaille partout et c'est seulement grâce à lui que la dictature du prolétariat peut se maintenir. Les transports, les usines, les bains, les casernes, la préparation du pain, le régiment et la division, les détachements sanitaires, les groupes d'instructeurs pour la liquidation de l'analphabétisme, la section politique de l'armée, tout ce qui est nécessaire pour le progrès de la révolution, tout a été organisé, éveillé à la nouvelle vie, construit, tout cela enfin a été fait par l'intermédiaire des Soviets, des syndicats et des milliers d'organisations du parti. Celui-ci fournit toute l'activité. Il ne

règne pas seulement, il gouverne aussi tous les domaines de la vie. Par sa force d'organisation et d'énergie, il reste tout à fait à part et au-dessus de tout. C'est ce que notre révolution a montré, en même temps que la nécessité de ce fait.

On aimait autrefois aussi à parler de la domination de la classe ouvrière, mais seule l'expérience actuelle nous indique clairement comment cette domination peut être réalisée. De plus, ce qu'on a déjà remarqué plus haut, c'est chez nous qu'on connaît enfin les moyens pratiques d'entraîner la masse du prolétariat au travail. Le rôle des ouvriers dans l'armée, les mobilisations d'avant-garde et de ravitaillement, nos campagnes économiques, le rôle des syndicats, l'inspection ouvrière et paysanne, tout cela c'est des termes nouveaux et ils ont été prononcés pour la première fois par notre révolution.

La création de nouveaux cadres administratifs ouvriers, d'un nouveau « type » de gens, voilà encore une de nos plus grandes conquêtes et peut-être même la plus forte de toutes celles qui ont été faites chez nous. A présent, nous avons presque radicalement oublié le passé. Il ne nous semble plus étonnant qu'à la tête de l'administration du canton, du district, du gouvernement, se trouve un ouvrier métallurgiste pétersbourgeois ou un ouvrier du textile moscovite, ou bien que la division soit commandée par un coiffeur, ou bien que dans les écoles du parti un peintre en bâtiment fasse des conférences, ou encore qu'un ouvrier agricole écrive des conférences sur la causalité et la téléologie dans les sciences sociales. Nous ne nous étonnons plus de ce qu'il y a toute une série de gens poussés pendant la révolution qui se révèlent des gens propres à tout et qui, maîtres dans une certaine branche, commandent aujourd'hui au combat, aident le lendemain à la rentrée des réquisitions de blé, dirigent le surlendemain une fabrique ou encore chassent les conspirateurs blancs les armes à la main. Nous ne sommes plus frappés de ce qu'une ancienne camériste ou une cuisinière soit à la tête de la section politique de l'armée ou soit secrétaire du Comité du parti, et passe d'une occupation à l'autre et y renforce tour à tour son bras ou son expérience. Mais il vaut la peine de comparer « le siècle actuel avec le siècle écoulé », afin de comprendre et de sentir toute la différence. Oui, il y a la famine et le froid, mais en même temps, il y a déjà (et chaque jour il y en a davantage) des gens qui vainquent le froid et la famine et sortent le pays de son martyre.

Mais on ne crée pas seulement des cadres de nouveaux hommes sortis des milieux ouvriers et paysans. Toute la psychologie des masses, tous les horizons, toute la façon de penser changent dans un meilleur sens. Les observateurs bourgeois et leurs valets, quel que soit leur nom, trouvent de bon ton de parler de la passivité de la masse dans la Russie Soviétique. Mais une juste appréciation de ce qui s'est passé en comparant le présent au passé, prouve le contraire. La psychologie des masses trouve la meilleure expression de son

imagination dans la langue. Comparez le langage de la campagne de maintenant avec celui d'avant la révolution et vous verrez qu'il y a réellement un abîme entre eux. La langue de maintenant est presque une langue littéraire. Et les perspectives donc ! Est-ce qu'elles ne se déroulent pas avec une rapidité fabuleuse ? Et est-ce que le peuple russe, en prenant ce mot dans son sens le plus large, n'a pas cessé d'être ce nigaud dont bien des intellectuels spirituels de l'espèce des décadents se moquaient tant ? Le choc des idées a donné des résultats gigantesques inconnus jusqu'ici.

Mais la révolution a donné encore à la masse du nouveau dans le sens de la rééducation des gens par d'autres voies. Les samedis communistes, est-ce que cela n'est point un terme tout à fait moderne ? Personne n'y avait pensé avant, ce fut une chose « découverte » par la révolution, de même que fut découvert par elle le pouvoir soviétique. Toutes les formes du travail collectif, à commencer par les samedis volontaires et en finissant par les armées du travail et l'obligation du travail, suivant notre terminologie, ce sont là des expériences d'une importance incomparable. Nous-mêmes, nous savons encore très peu de nous-mêmes. Des cas sont connus à l'auteur de ces lignes où notre armée active a labouré la terre du paysan, réparé ses outils, construit des écoles, organisé des fêtes enfantines auxquelles des soldats rouges nu-pieds avaient sacrifié leur dernier bien. Ce sont là des petits germes de cette magnifique âme humaine qui croît dans les nouvelles conditions de vie.

L'instruction des masses est une chose d'un modèle tout à fait nouveau : qui y a pensé au bon vieux temps ? Qui a encore pu mener une agitation et une propagande dans des proportions telles que celles que nous menons ? Qui a jamais entrepris une campagne semblable à celle de la liquidation de l'analphabétisme ? Qui, où, comment a-t-on jamais compris la grande importance des campagnes en général, où la collaboration combinée de différents facteurs donne des résultats de masse ?

Nous sommes bien pauvres, mais nous ne sommes pas encore des mendiants. Chaque heure, chaque jour, de nouvelles forces croissent. Les contours de notre avenir commencent à se dessiner à travers cet invraisemblable brouillamini, cette confusion satanique. On nous criait : A bas le monopole et vive le marché libre ! Mais nous n'avons pas permis qu'on détruise nos moyens de transport et nous ne nous sommes pas jetés dans les bras des spéculateurs. Et le ravitaillement s'améliore. On nous criait que tout le monde périrait de faim et de froid grâce à nos méthodes ; et voici que pour le chauffage aussi cela va mieux, et c'est parce que de nouvelles forces croissent que notre appareil s'améliore. Ceci se produit parce que notre classe ouvrière s'instruit au contact de la vie et dans la lutte réelle : cette classe ouvrière qui fut toujours le grand créateur, le martyr et le combattant viril pour le bonheur de l'humanité, pour son histoire véritablement humaine.

N. BOUKHARINE.

# Une malheureuse tentative insurrectionnelle en Autriche allemande

*La Révolution prolétarienne se critique elle-même : cette vérité du marxisme révolutionnaire a toujours inspiré les communistes, qui ne craignent pas de critiquer impitoyablement leurs propres fautes, dont le prolétariat doit tirer profit pour accroître son expérience politique. En dévoilant sans réticence les erreurs que commirent les communistes d'Autriche en 1919, Karl Radeck, dans l'article que nous publions ici, instruit la classe ouvrière d'Autriche et des autres pays. Les communistes ne redoutent pas les cris de joie que poussent leurs adversaires quand ceux-ci « découvrent » les fautes des communistes, révélées par les communistes eux-mêmes.*

## I. — Les Révélations de Bettelheim

Celui qui, au cours de ces derniers mois, a observé la marche du mouvement communiste en Autriche allemande (même s'il en a été réduit aux seuls communiqués de journaux) a pu se persuader que ce mouvement traverse une crise sérieuse. Déjà, dès les premiers jours de la révolution prolétarienne de Hongrie des tentatives avaient eu lieu, à Vienne, de provoquer une explosion de révolte. Les initiateurs de ce plan partaient de la supposition profondément erronée que c'était là un moyen de porter secours à la République soviétiste hongroise. Pour atteindre ce but ils distribuèrent à droite et à gauche des sommes d'argent qui n'eurent d'autre effet que d'apporter la décomposition dans le mouvement communiste autrichien. Cette tactique eut l'inévitable résultat que le mouvement fut abandonné par tous les camarades qui ne voulaient en aucun cas porter la responsabilité de la décomposition du Parti et qui en même temps considéraient comme impossible, vu la situation embarrassante de la République soviétiste hongroise, de combattre ouvertement ses agents.

Cela eut pour conséquence, après la chute de la République soviétiste hongroise, de créer une pénible atmosphère d'accusations réciproques de caractère politique et purement personnel, qui entraîna la démission du Parti de toute une série de camarades et qui entrava l'action de ceux qui restaient. Grâce à l'intervention des militants dirigeants des autres organisations de l'Internationale Communiste, on réussit à si bien purifier l'atmosphère que désormais on put espérer en la possibilité d'une action combinée des représentants des divers courants du Parti autrichien.

Cependant des difficultés ultérieures surgirent, motivées par l'impossibilité d'examiner publiquement ce qu'on avait réussi à élucider dans l'intimité d'un petit cercle. De plus, on fut obligé de compter avec les camarades hongrois qui, tels que le docteur Bettelheim, jouèrent pendant la crise un rôle marquant et qui, par la suite, furent arrêtés à Vienne. Ces difficultés sont maintenant dissipées. Le docteur Frédéric Adler a publié dans le *Kampf* de Vienne, du 4 octobre 1919, un manuscrit saisi chez Bettelheim lors de son arres-

tation, dans lequel est exposée la marche de ces événements. Ce faisant M. Frédéric Adler voulait, disait-il, jeter un rayon de lumière sur ce « marécage qu'on appelle le Parti Communiste ».

Nous ne pouvons en être que reconnaissants envers Frédéric Adler, bien que la lâcheté et la vénalité dont il dénonça jadis le règne au sein de la social-démocratie autrichienne (voir son discours d'accusation dans l'édition berlinoise des procès-verbaux de son procès rédigés par lui-même) dussent bien l'inciter plutôt à s'occuper de ce « marais » dans lequel, après sa coalition avec les antisémites, la social-démocratie s'est certainement bien plus profondément enlisée qu'en 1916. Mais, comme nous l'avons déjà dit, nous ne pouvons qu'être reconnaissants à Bettelheim et Adler d'avoir rendu possible l'examen public de cette question. Et cette possibilité nous avons l'intention de la mettre à profit d'ores et déjà.

## II. — Naissance du Parti Communiste en Autriche allemande

Pour comprendre comme il convient la crise qui s'est manifestée si nettement de mai en août, il est nécessaire de ne pas perdre de vue que le Parti Communiste autrichien était considérablement plus faible que le Parti Communiste allemand.

En Allemagne, déjà bien avant la guerre, il existait dans la social-démocratie une tendance radicale de gauche qui s'était formée dans la lutte contre l'opportunisme tant avoué que voilé (tendance Kautsky, Haase) et qui jetait les fondements du futur Parti Communiste allemand. Pendant la guerre cette tendance élargit son idéologie, acquit au milieu de difficultés exceptionnelles et au prix de pertes considérables toute une pléiade de nouveaux partisans, créa des organisations illégales et gagna rapidement les masses. La scission qui se produisit en 1917 dans la social-démocratie allemande facilita ce travail. La fondation d'un Parti Communiste autonome fut le résultat d'une activité de huit années de lutte d'idées et de quatre années d'organisation menée par des centaines de personnalités marquantes.

En général, dans l'Autriche allemande il n'existait pas, avant la guerre, d'opposition marxiste au sein de la social-démocratie. A l'exception de Joseph Shtraccer, tous les marxistes autrichiens, Otto Bauer et Fritz Adler les premiers, se donnaient pour tâche non de lutter avec l'opportunisme, mais de l'éclairer théoriquement. Cette circonstance fait que dans l'Autriche allemande les Partis ne furent pas obligés de voter pour les crédits militaires; les sessions de parlement autrichien n'eurent généralement pas lieu, ce qui donna aux dirigeants du Parti social-démocrate autrichien, qui avait en Victor Adler un chef d'une grande — et légitime — autorité morale et en Renner un guide politique éprouvé, la possibilité de masquer et de confondre les oppositions existantes dans le Parti. Jusqu'à quel point se sentait faible l'opposition modérée qui apparut dans le Parti autrichien pendant la guerre, c'est ce que démontre l'attentat de Fritz Adler, qui usa du revolver parce qu'il savait que les masses ne le

suivaient pas et se sentait incapable d'une vaste action politique. Surgissant en pleine guerre et se groupant autour du camarade Frantz Koritchoner, l'opposition radicale de gauche ne compta que quelques partisans.

Lorsque la révolution éclata, les éléments qui se groupèrent bientôt dans un Parti Communiste d'Autriche allemande formèrent un groupe insignifiant de très jeunes intellectuels qui sous l'influence de la guerre se pénétrèrent de tendances révolutionnaires prolétariennes, mais qui n'en étaient pas moins étrangers à toute expérience politique ; les prisonniers de guerre de retour de Russie se joignirent à eux, mais il va de soi qu'ils n'étaient guère au courant de la situation en Autriche. Dès lors il est évident qu'un Parti composé de semblables éléments ne pouvait pas, dans un court laps de temps, devenir le centre des tendances révolutionnaires qui apparurent dans le prolétariat lorsque la social-démocratie autrichienne, dirigée par Renner et Zitsom avec le concours de Fritz Adler (qui après avoir perdu dès 1916, sous l'influence de la guerre, toute maîtrise de soi-même fut pendant la révolution le plus paisible des petits bourgeois) conclut une alliance avec la bourgeoisie.

Le jeune Parti Communiste autrichien devait inévitablement commettre beaucoup d'erreurs avant de pouvoir trouver sa voie légitime dans la lutte. La politique communiste n'est pas une simple application des principes inventés et brevetés à Moscou, elle consiste à conduire les masses révolutionnaires, dont les conditions sont de beaucoup différentes dans les divers pays.

Ce n'est qu'après s'être enrichies de l'expérience de leur lutte naturelle et avoir appris à tirer les conclusions de cette expérience, que les masses ouvrières peuvent se frayer une voie vers le communisme. Et plus les combattants d'avant-garde du prolétariat seront instruits et expérimentés, plus vite ils sauront évaluer l'importance de cette expérience, plus et mieux ils aideront le prolétariat à s'orienter.

Le Parti Communiste d'Autriche allemande, vu la jeunesse de ses chefs, n'a pu faire dans les premiers mois de son existence que de timides tentatives dans la voie de la propagande et de l'organisation. Il n'avait pas pu prévoir combien la route qui mène au but serait longue et sinueuse. L'impétuosité du mouvement révolutionnaire d'Allemagne qui se prolongea de janvier en avril, les grèves d'Angleterre leur paraissaient être le présage de la victoire prochaine de la révolution universelle. Et c'est dans l'état d'esprit, suscité par ces espoirs que venait les surprendre la proclamation de la République soviétiste hongroise et peu après celle des soviets de Munich.

### III. — La tactique insurrectionnelle hongroise à Vienne

Les travailleurs révolutionnaires de Vienne, non seulement les communistes, mais aussi les social-démocrates, furent absolument électrisés par les événements de Hongrie et de Bavière. Les chefs communistes se considéraient comme obligés de mener la propagande la plus énergique en faveur de la proclamation de la République soviétiste. Ils avaient pleinement raison, lorsqu'ils répliquaient aux social-démocrates que l'établissement de la République des Soviets à Vienne élargirait le champ d'action et donnerait la possibilité de lutter avec les difficultés alimentaires qui prenaient alors, à Vienne, une grave tournure et qui servaient d'argument principal à F. Adler et ses

disciples contre l'institution du pouvoir soviétiste en Autriche allemande.

La proclamation de la République des Soviets austro-allemande n'entraînait pas que la nécessité de nourrir une plus grande quantité d'hommes, ce que criaient les social-démocrates, mais eût réuni au fougueux prolétariat hongrois des centaines de milliers d'ouvriers autrichiens aptes à l'organisation ; il est certain qu'elle eût considérablement accru la force militaire des Républiques soviétistes alliées et leur eût donné la possibilité d'occuper les territoires, si riches en blé, de la Hongrie. La victoire du prolétariat austro-allemand d'Autriche eût été incontestablement suivie d'une réponse chez les ouvriers tchèques et eût servi de calmant à l'Entente, en changeant radicalement la situation qui se créa lors de l'isolement de Budapest. Les communistes d'Autriche allemande n'ont donc fait que leur devoir, en tendant toutes leurs forces pour entraîner le prolétariat autrichien à proclamer la République des Soviets.

Les « réalistes », Fritz Adler et Bauer en tête en mettant en garde le prolétariat contre cette « expérience », le trahirent en fait, aidant les Renner et les Ellenbogen à le livrer pieds et poings liés à la bourgeoisie ; et si le prolétariat est aujourd'hui définitivement vendu à la bourgeoisie par ces mêmes Ellenbogen et Renner, c'est là le résultat de leur tactique de renoncement à toute lutte. Le même sort a été réservé aux Renner et aux Ellenbogen d'une part, aux Haase et aux Dittman, leurs frères en esprit, de l'autre.

Mais l'agitation en faveur de la dictature des Soviets semblait à une partie des camarades hongrois un soutien trop insuffisant de la part du prolétariat autrichien. Il ne faut pas perdre de vue que le Parti Communiste hongrois ne disposait que d'un tout petit nombre de militants éduqués et expérimentés, qu'après sa facile victoire il fut obligé de désigner à beaucoup de postes importants des camarades dépourvus de toute expérience, sans parler de tous les aventuriers qui s'étaient glissés dans ses rangs uniquement parce qu'il était victorieux. Il est bien difficile d'établir en ce moment dans quelle mesure participèrent à la propagande étrangère de la République des Soviets ces éléments inexpérimentés, ces aventuriers et ces chacals qui se risquent toujours sur les champs de bataille après le combat. C'est un fait, que ces éléments menèrent à Vienne une agitation active, poussant le jeune Parti Communiste autrichien à la révolte.

Vers le milieu de mai, le docteur Bettelheim arriva à Vienne, en qualité d'émissaire hongrois, il se donna comme fondé de pouvoir de la 3<sup>e</sup> Internationale qui l'avait *soi-disant* mandaté à l'effet de proclamer au plus tôt la République des Soviets en Autriche allemande. En réalité, le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste connaissait Bettelheim — personnage qui jusqu'alors avait été totalement étranger au mouvement — tout juste autant que Bettelheim connaissait l'Internationale Communiste : *c'est dire qu'il l'ignorait absolument.*

Nous ignorons, si ce fut le docteur Bettelheim lui-même qui inventa la fable de cette fantastique mission, afin de pouvoir agir plus facilement sur les camarades inexpérimentés de Vienne ou si une institution quelconque de la République des Soviets hongroise l'induisit consciemment en erreur, désirant lui donner plus de hardiesse pour l'accomplissement d'un plan élaboré en Hongrie. *En tout cas, le « mandat de Moscou » du docteur*

*Bettelheim est le produit de la fantaisie d'un jeune camarade n'ayant pas la moindre idée du communisme ou la manœuvre frauduleuse d'un aventurier.*

A aucun moment le Parti Communiste russe — avant et après la fondation de la 3<sup>e</sup> Internationale — n'a mandaté aucun camarade à l'effet de se rendre dans un pays déterminé pour y proclamer à un moment donné la République des Soviets.

Le Parti Communiste russe et le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste dirigé par lui ne se sont jamais leurrés de cette pensée qu'ils pouvaient de Moscou diriger la politique concrète des Partis Communistes étrangers qui travaillent en pleine action de leur propre mouvement.

Celui qui écrit ces lignes et qui dirigea jusqu'en décembre 1918 la propagande étrangère des bolchéviks, dans ses pourparlers avec les communistes allemands, hongrois, tchèques, yougo-slaves lesquels entre autres, visitèrent en octobre 1918, l'Autriche-Hongrie, les mit en garde catégoriquement au nom du Parti Communiste russe contre une simple copie des exemples russes dans la première phase de la révolution austro-allemande et leur conseilla même de modifier leur position vis-à-vis de l'Assemblée nationale par rapport aux conditions de lieu et de temps, et à la phase déjà atteinte par le mouvement.

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, dirigé par des tacticiens aussi avisés que Zinoviev et Trotsky, disciples de Marx, qui travaillent dans le parti depuis de longues années (Trotsky depuis 25 ans, Zinoviev depuis 17 ans) ne prouvaient assurément pas recommander une autre politique. Le Parti Communiste russe sait que la victoire définitive de la Révolution russe n'est possible que si la Révolution universelle est victorieuse. Et la Révolution universelle ne peut se développer que comme un mouvement créé dans chaque pays par ses propres masses prolétariennes et non par les premiers « émissaires » venus.

Si la révolution prolétarienne dans les pays étrangers ne se développe pas dans un avenir plus ou moins rapproché suffisamment pour vaincre l'impérialisme de l'Entente, la République des Soviets russes peut mourir d'une hémorragie ; car la guerre défensive contre l'Entente paralyse toutes ses forces dirigées vers la réorganisation économique de la société. Ce fut le sort de la Hongrie soviétiste par suite de sa base trop restreinte. Mais la conscience de ce danger ne doit pas nous empêcher de nous rendre compte que seul le développement de la révolution prolétarienne (et non pas les révoltes provoquées artificiellement) peut aider les républiques soviétistes menacées ; de semblables insurrections ne peuvent qu'affaiblir le mouvement dans les autres pays, et par conséquent la Russie Soviétiste et les autres centres révolutionnaires, tout en compromettant, en général, les idées communistes.

Si en Autriche allemande, le prolétariat eût accepté dans sa majorité et réalisé l'idée de la dictature des soviets, la république soviétiste de Hongrie en eût été renforcée. Mais si le Parti Communiste autrichien se fût emparé du « pouvoir » par l'insurrection — ce qui n'était nullement impossible, vu la faiblesse du gouvernement — tout en n'ayant pas derrière lui la majorité du prolétariat, cette victoire n'eût qu'affaibli la république soviétiste de Hongrie. La république des Soviets autrichiens n'eût point été dans ce cas « soviétiste », car les soviets étaient contre sa proclamation. Les syndicats ne l'admettaient pas non plus. Sur qui donc se fût-elle appuyée ? Contrainte

d'avoir recours au soutien d'une garde rouge recrutée au hasard et de lutter contre la majorité de la classe ouvrière où eût-elle pu puiser encore des forces pour venir en aide à la Hongrie des Soviets ? Cette simple considération était suffisamment persuasive pour démontrer toute la folie de la tactique insurrectionnelle à tous ceux qui connaissent la République des Soviets autrement que par ouï-dire. Mais en l'occurrence c'est à une malheureuse ignorance que nous avons affaire ici ; le Messie du bureau de la propagande de Budapest n'a pas la moindre conception du Communisme ; c'est ce que prouve chaque mot de ses attaques contre le Parti Communiste d'Autriche allemande.

#### IV. — La révolte du 15 juin

Voici ce que communique Bettelheim sur la force du Parti Communiste vers le 15 mai, lorsqu'il arriva à Vienne avec son fantaisiste mandat. Le comité central du Parti n'avait pas pu se décider à une seule action de quelque peu d'importance — plus loin nous verrons ce que ce naïf personnage entend par le mot « action » — il ne pouvait se glorifier d'aucun succès. Le comité ne connaissait pas la composition du Parti, le nombre des camarades qui travaillaient dans les entreprises isolées ; il n'avait pas pu convoquer des fondés de pouvoir de ces entreprises. Les organisations étaient littéralement dépourvues d'agitateurs et aucun travail systématique de parti ne se faisait. Une masse énorme de chômeurs restait en dehors de toute organisation, les relations avec la campagne étaient négligées. De cet état de choses, tout homme judicieux n'aurait pu tirer qu'une seule conclusion bien simple : *It is a long way to Tipperary*. Tout le travail est encore à faire ; il faut organiser le Parti, pénétrer dans les entreprises et y poser le fondement des organisations ; établir des rapports avec la campagne, mener énergiquement l'action de propagande, utiliser chaque manifestation de la vie politique sociale pour l'action qui mobiliserait la classe ouvrière, l'organiserait et peu à peu l'amènerait sur le terrain de la lutte.

Mais les Messies et les prophètes, comme on le sait, ne labourent pas et ne sèment pas ; ils ont une baguette magique avec laquelle ils accomplissent des miracles. Il est vrai que le docteur Bettelheim qui n'était qu'un pseudo-prophète, n'a pu accomplir que des pseudo-miracles. Au lieu d'organiser le Parti, il le désorganise, en dissolvant son centre de direction et en nommant un « directeur ».

Comme il convient à un faiseur de miracles, il veut moissonner là où il n'a pas semé et décide précisément le 15 juin — par conséquent juste au bout de son premier mois, si riche en succès, de séjour à Vienne — d'affranchir le prolétariat du joug capitaliste en proclamant la République des Soviets. Il ne put pas se décider à quelque chose de plus modeste, car il l'écrivit, textuellement dans son œuvre remarquable « j'entends par action la proclamation de la République Soviétiste ». En attendant, le docteur Bettelheim n'a fait qu'évincer du centre de direction du Parti Joseph Straccer, le communiste autrichien le plus actif, et nommer de « directeur ». Ce fut malgré tout suffisant. La cause avança rapidement. Des organisations dans les entreprises surgissaient, dans les casernes de forts mouvements se manifestaient, les chômeurs, les mobilisés, les invalides organisaient des démonstrations. La force de la révolution prolétarienne surgissait au grand jour comme par enchantement, à Vienne et dans les campagnes, de sorte que l'on pouvait pleinement escompter le succès de l'avènement de la République des Soviets précisément pour le 15 juin.

« Jusqu'à quel point la force de la révolution pro-



létarienne était grande », c'est ce que nous verrons à l'instant. Le phénomène vraiment miraculeux que le docteur Bettelheim ait pu à l'avance prévoir le jour de la révolution est facilement explicable : comme il le communique, elle avait été simplement décidée pour ce jour et même aucun détail d'une révolution bien préparée n'avait été négligé. En un mot, le 15 juin, une insurrection dans les formes requises devait avoir lieu... Il n'y avait rien de surnaturel dans ces moyens miraculeux grâce auxquels avant le déclenchement de l'action à date fixe apparurent l'organisation, les troubles nombreux, etc. Le docteur Bettelheim avait lâché sur Vienne toute une nuée d'agitateurs qui répandaient de l'argent et qui préparaient « l'action » selon toutes les règles de l'art. Celle-ci fut décidée pour le 15 juin, mais la veille de ce jour, le 14, le directoire était arrêté (Bettelheim affirme — au reste sans aucune preuve — que le directoire fut arrêté sur sa propre demande).

Le même jour, les chômeurs et les soldats démobilisés organisèrent une démonstration, exigeant la mise en liberté des chefs. Il y eut des morts. Pourquoi donc la « révolution prolétarienne » n'a-t-elle pas triomphé ? Le prolétariat délivre ses chefs et exige qu'ils réalisent en fait la révolution. « Provoquée comme par enchantement » la révolution prolétarienne présente à ses chefs cette revendication : « Vous m'avez provoquée, vous devez mener l'œuvre jusqu'au bout ». La révolution doit être réalisée par Tomann, Koritchoner, autrement il n'en résultera rien. La vieille devise que l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes est transformée par des « communistes » tout frais moulus en celle-ci : le « prolétariat ne peut être affranchi et sauvé que par ses chefs ». Ici on sent évidemment la proximité des Bettelheim et des Renner situés officiellement aux antipodes les uns des autres ; ces derniers « sauvent » le prolétariat, comme les mendiants qui demandent du pain pour les affamés, — les Bettelheim les sauvent en « proclamant » la République. Dans le premier cas, les prolétaires doivent se tenir tranquilles ; dans le second, ils doivent agir sur un mot de leurs chefs, mais dans les deux cas ils sont des figurants. Les sauveurs ce sont les chefs. Mais ici commence une délicieuse opérette : les « chefs » élus par Bettelheim pour sauver le prolétariat refusent de marcher. Les chefs ont promis de faire la révolution, mais ils avaient si peu confiance en eux-mêmes qu'ils ne se décidèrent même pas à paraître devant la masse. Tout désir d'émanciper le prolétariat les avait abandonnés.

Voici de bien mauvais hommes qui auraient pu affranchir le prolétariat et qui ne l'ont pas voulu. Mais le 15 mai le docteur Bettelheim est arrivé à Vienne envoyé par l'Internationale, avec la mission de frayer la voie à la domination du prolétariat. Pourquoi n'a-t-il pas rempli sa mission et affranchi le prolétariat ? Qu'il n'ait pas eu confiance en ses propres forces, la chose est inadmissible, car cet intrépide agitateur croyait aveuglément en ses forces. Il « s'est abstenu, c'est vrai, d'émanciper le prolétariat » de crainte que les militants de la révolution viennoise qui ne savaient pas que la révolution a été provoquée « par enchantement » pussent lui déclarer : « Excusez, monsieur Bettelheim, nous ne vous connaissons pas et vous ne pouvez pas nous émanciper ». Ces « révélations » de Bettelheim seraient plutôt plaisantes, si toute cette histoire n'avait pas exigé des victimes. Bettelheim lui-même racheta en partie sa faute en imaginant ses révélations et en démontrant — contre son gré — à tout ouvrier judicieux, la stupidité et le vide de la tactique insurrectionnelle. Cependant après l'expérience du 15 juin il ne s'est pas persuadé de l'inadmissibilité d'une tactique sen-

nable et il faut croire que nous avons affaire à une sorte de Rinaldo Rinaldini incurable.

Mais les travailleurs communistes ne sont pas frappés d'aliénation mentale et grâce aux révélations de Bettelheim ils auront la plus profonde méfiance vis-à-vis de la détestable action miraculeuse des insurrections. Les communistes qui composaient l'avant-garde du prolétariat autrichien, ont, dans les journées de juin, fait une croix sur la tactique insurrectionnelle de Bettelheim. Ils ne se sont pas laissés entraîner dans l'aventure de « proclamer » la République Soviétiste. Ils doivent bien se persuader désormais de l'inadmissibilité et de la honte des émeutes, et aussi de la nécessité d'extirper dans la pratique l'aspiration même à de semblables mouvements.

## V. — La tactique du communisme et la lutte social-démocrate

Il est cependant clair que contre les crises du mouvement il convient de lutter, non par des recherches historiques quelque bienfaitantes qu'elles soient, mais par des manifestations actives du prolétariat. Il est certain qu'il n'est pas question de « proclamations » à la Bettelheim, mais d'un travail obstiné d'organisation, de la création de groupements correspondants, de la lutte en masse quotidienne contre les crises chaque jour plus graves — lutte qui coopérera à l'accumulation de l'énergie latente du prolétariat autrichien, jusqu'au jour où la proclamation de la République des Soviets hongrois ne sera plus une simple boutade insurrectionnelle, mais l'expression réelle de la vie même.

Adler, qui se débat dans les filets de Renner, sait bien pourquoi il marche maintenant contre le « marais » du Parti Communiste. Il se trouve après la première année de révolution devant « l'épave » de sa politique qui, au reste, ne fut pas la sienne, mais celle de ses amis et de laquelle, malgré tout, il porte aussi la responsabilité. La démocratie (c'est-à-dire le « pouvoir populaire ») n'a été en fait que la domination insatiable du capital de l'Entente. La « socialisation » législative s'est terminée par l'achat de la société minière des Alpes par des capitalistes italiens, excellente affaire que M. Adler saupoudra d'une légère couche de « socialisation » ; le dossier de cette affaire pourrait être déposé dans les archives de la 2<sup>e</sup> Internationale avec cette inscription : « La socialisation démocratique du patrimoine national en Autriche allemande ou sa remise aux capitalistes de l'Entente ». Les Soviets de députés ouvriers, auxquels Adler chantait des hymnes enthousiastes, se préparent à une mort indolore. Quelles sont les causes de tout cela ?

Une crise effroyable que ces messieurs avaient prédite comme devant être la conséquence inévitable de la dictature des Soviets et qu'ils avaient voulu éviter au moyen de la coalition avec la bourgeoisie sévit en ce moment et est le résultat de leurs craintes pitoyables de toute lutte. Mais les masses ouvrières ne peuvent pas se détourner de la lutte. Elles souffrent de la faim et du froid et elles demanderont infailliblement : « Est-il possible que nous périssons sans résister ? » Les masses lutteront, elles marcheront dans notre voie. C'est ce que sait Adler qui s'est empêtré dans ses propres filets et comme il ne se sent plus la force de s'arracher à son propre marécage, il se met en devoir de dévoiler le marais communiste.

*Mais le Parti Communiste n'a jamais rien caché et ne cachera rien. Il a pu commettre des fautes politiques, parce qu'il est jeune, et qu'il est obligé de chercher des voies nouvelles. Dans ses égarements il a pu rejaillir sur lui quelques éclaboussures. Mais il saura se blanchir ; l'avenir lui appartient, car il s'est engagé dans la lutte que dic-*



tent les exigences de ce moment historique. Le marais, c'est de l'eau stagnante ; nous irons donc en avant avec le torrent déchaîné de la révolution prolétarienne. Le docteur Adler nous a jeté une bombe à gaz empoisonné dont certains pourraient bien se trouver mal. Mais bientôt, après avoir enjambé cette vague empoisonnée, nous passerons à l'offensive et les masses nous suivront.

Karl RADECK.

Octobre 1919.

## NOTRE SOUSCRIPTION

### 34<sup>e</sup> LISTE

Une camarade 9<sup>e</sup> Section, 2 fr. — Liste n° 128, 31 fr. 15. — Un communiste, Marseille, 3 fr. — S. J. S., 5 fr. — Lauridan, 2 fr. — Bravo, la Fédération de la Seine, 10 fr. — Richard, Le Thor, 5 fr. — Liste n° 291, 7 fr. 55. — N. M. D. (3 bolchevistes du 3<sup>e</sup> arrond.) pour la victoire de la 3<sup>e</sup> Internationale, 15 fr. — En achetant des brochures de Vaillant-Couturier, 5 fr. — Liste n° 216, 48 fr. — André Langlet, 5 fr. — Pour soutenir notre Bulletin, un abonné de la première heure, 10 fr. — Vital, 5 fr. — Un cheminot, 2 fr. 50. — Liste n° 278, versé par R. G., 19 fr. — Pour le triomphe des idées communistes à Tours, un Marseillais, 10 fr. — Citoyenne Roux, 15 fr. — Henry, Ixelles, 10 fr. — Liste n° 316, 11 fr. — Deux camarades de Saint-Denis, 1 fr. 50.

Total de la 34<sup>e</sup> liste.....Fr. 222 70  
Total des listes précédentes ..... 10.535 15

Total général..... 10.757 85

## L'Avant-Garde

ouvrière et communiste

Bi-mensuel : 4 pages, 20 centimes

## Bulletin Communiste

Organe du Comité de la 3<sup>e</sup> Internationale

PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

### ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois .....	7 »	8 »
6 mois .....	14 »	16 »
12 mois .....	28 »	32 »

Adresser tout ce qui concerne l'Administration à

René REYNAUD, 123, rue Montmartre — PARIS

### Œuvres de Raymond Lefebvre

Le sacrifice d'Abraham.....	5 75
La guerre des soldats (en collaboration avec Vaillant-Couturier)....	5 »
La Révolution ou la Mort.....	1 25
L'ancien soldat en 1920 .....	0 50
Députés contre Parlement (en collaboration avec Vaillant-Couturier).	0 25



## Bibliothèque

Communiste

PARIS

123, rue Montmartre

A. GLEBOV. — Les Syndicats russes et la Révolution (préface de Boris Souvarine).....	0 50
KERTJENZEV. — Les Alliés et la Russie.....	3 »
ALEXANDRA KOLLONTAL. — La Famille et l'Etat Communiste .....	0 40
LENINE. — Lettre aux ouvriers américains.....	0 25
A. RANSOME — Six semaines en Russie.....	3 50
S.-J. RUTGERS. — En Russie Soviétiste.....	0 75
JACQUES SADOUL. — Notes sur la Révolution bolchevique .....	7 50
BORIS SOUVARINE. — La Troisième Internationale	0 50
BORIS SOUVARINE. — Eloge des Bolcheviks.....	0 50
TROTSKY — L'Avènement du Bolchevisme.....	4 »
TROTSKY. — Les Soviets et l'Impérialisme mondial	0 60
TROTSKY. — Le Terrorisme.....	0 40
CLARA ZETKIN. — Les Batailles révolutionnaires de l'Allemagne .....	0 75
*** Le Programme du Parti Communiste russe (bolchevik) .....	0 60
*** Manifeste et Résolution de l'Internationale Communiste .....	0 50
*** Hommage à la République des Soviets, par H. Barbusse, etc. ....	1 25
*** Le Monde capitaliste et l'Internationale communiste (Manifeste du 2 <sup>e</sup> Congrès).....	0 75
*** Statuts et Résolutions de l'Internationale communiste (voles par le 2 <sup>e</sup> Congrès).....	3 »

### P. Vaillant-Couturier

#### A ceux des champs

Cette brochure s'adresse aux camarades des champs, aux millions de demi-prolétaires, petits propriétaires, petits métayers, journaliers, ouvriers et ouvrières agricoles de toutes sortes, qui représentent près des trois quarts de la population rurale de la France.

Elle doit permettre, à tout camarade vaincu, d'entreprendre, fût-il seul, la bonne besogne de libération dans son milieu rural .....

0 50

Le Gérant : R. APERCE



Travail exécuté  
par des ouvriers payés  
au tarif syndical

IMPRIMERIE FRANÇAISE (Maison J. Dangon)  
Georges DANGON, imprimeur  
123, rue Montmartre, Paris (2<sup>e</sup> arr.)